

LA PRESSE EN REVUE...



VENDREDI 30 MAI 2014

SOMMAIRE

- 1) Comme les autres
- 2) Ils s'interrogent
- 3) Le maréchal ferrant !
- 4) « Je le regrette »
- 5) En voie de disparition...
- 6) Plus blanc que le vote blanc !
- 7) Le bygmalion Sarkozy !
- 8) Marine tu m'fait de la Pen !...



G.Diez La Presse en Revue

I) Lienemann : "Il n'y a pas d'automatisme à la candidature de Hollande"



Marie-Noëlle Lienemann souhaite que la "politique d'austérité" du gouvernement soit débattue en congrès. © WITT/SIPA

"Il n'y a aucune raison de considérer que la candidature de François Hollande à la prochaine présidentielle serait automatique parce qu'il serait le sortant", a estimé mercredi la sénatrice socialiste Marie-Noëlle Lienemann, figure de l'aile gauche du PS. "Il n'y a pas d'automatisme à la candidature de François Hollande", a-t-elle insisté, en soulignant qu'il "faudra que les jeux soient ouverts et qu'il y ait d'autres candidats qui puissent être présentés".

Marie-Noëlle Lienemann a préconisé la tenue d'un congrès du PS "d'ici la fin de l'année" pour "permettre aux socialistes de dire si oui ou non ils approuvent la politique d'austérité qui est menée". Selon elle, "on ne peut pas avoir atteint un seuil aussi bas dans notre électorat, de manière aussi répétitive et déstabilisatrice comme aux municipales, sans que les socialistes prennent leur responsabilité quant à la politique suivie". "On ne gagnera que si la gauche est unie et il faut essayer de s'unir au plus vite maintenant", a enchaîné la sénatrice.

"Si François Hollande n'est pas capable de porter cette réorientation, s'il n'est pas capable de rassembler l'ensemble des forces de gauche, en tout état de cause, il faut qu'il y ait une primaire pour que les gens puissent choisir", a-t-elle dit encore. "Je veux combattre cette espèce de fatalisme ambiant : il n'y a pas d'autre politique, il n'y a pas d'autre solution. (...) Et en plus, on devrait avoir François Hollande comme président et comme candidat automatiquement. Non !" a-t-elle conclu. Le chef de l'État a conditionné sa candidature à la présidentielle de 2017 à une baisse du chômage.

Le Point.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II)Après la défaite aux européennes, les socialistes s'interrogent de nouveau

Sous le vacarme de l'affaire Bygmalion, à droite, se font entendre de nouvelles dissonances au sein de la majorité. Le signal d'alarme a été tiré mardi par Guy Delcourt. « La relation entre François Hollande et les Français pose problème », a lâché le député du Pas-de-Calais lors de la réunion hebdomadaire des députés socialistes.



Claude Bartolone a admis que, « par certains côtés », le signal d'alarme de Guy Delcourt était justifié.

Peut-être l'ancien maire de Lens a-t-il seulement voulu apporter son écot au diagnostic collectif que dressaient les parlementaires. Certains élus relativisent cette intervention qui a imposé le silence dans la salle et qui a révélé un certain malaise, même chez les socialistes qui, comme lui, ont toujours et malgré tout soutenu le chef de l'État. « C'est un vieux grognard, quand il se lève, il ne fait pas le voyage pour rien », rapporte un participant. « Je voulais crever l'abcès et que le président de la République prenne conscience qu'il a lui aussi sa part de responsabilité », explique Delcourt. Hier, furieux de la fuite de propos tenus à huis clos, il s'est emporté. « Il n'y a pas besoin de lâches qui instrumentalisent ma déclaration », lance-t-il devant ses collègues.

La deuxième claque électorale, dimanche dernier, a réveillé les dissensions dans les rangs de la majorité. Les frondeurs, qui se sont abstenus sur le programme de stabilité de Manuel Valls, ont relancé leur boutique, avec la création d'un site Internet (appeldes100.fr). Il est temps de changer de politique, martèlent invariablement les quarante députés.

Prendre la mesure des problèmes

« Si le président de la République prend rapidement la mesure des problèmes, s'il ne s'enferme pas dans son schéma, il peut encore remonter la pente », explique Laurent Baumel, l'un des chefs de file de la contestation. Sinon ? Faudrait-il envisager un autre candidat en 2017 ? « La question de la primaire est prématurée », temporise-t-il avant d'ajouter : « Il n'existe pas d'automatisme pour un président sortant à être candidat. »

Le doute est lancé. Personne n'a à cœur de minorer. Quand il est demandé à Claude Bartolone, président de l'Assemblée, si Delcourt a raison, il répond : « Par certains côtés, oui. Je ne vais pas tourner autour du pot. »

Toutefois, beaucoup croit encore dans le retournement. « La question du désamour définitif ou temporaire se pose, je crois qu'il est temporaire », dit le maire de Wattrelos, Dominique Baert.

« Une cote, ça se reconstruit, Hollande qui était à 3 % en a l'habitude », assure un dirigeant du PS, qui lui attribue trois atouts : l'amélioration économique qui, est-il certain, adviendra, le déchirement de la droite et le manque d'alternative à gauche, avec l'échec des Verts et du Front de gauche aux européennes. Et, ajoutent ses partisans, une obsession d'inscrire la gauche dans la durée.

Dans l'Hémicycle, Manuel Valls a interpellé les députés hier. « Moi, je souhaite, je le redis ici, que d'une manière générale tous ceux qui se situent dans la majorité présidentielle, tous ceux qui se situent dans la majorité gouvernementale, tous ceux qui gouvernent ou qui ont gouverné aient pleinement le sens des responsabilités. » Mais entre solidarité et diagnostic du désamour, le PS peine à marcher sur la ligne de crête.

lavoixdunord.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Budget : Valls et Hollande entre le marteau et l'enclume

Bruxelles rend son verdict sur la trajectoire budgétaire au moment où une partie de la majorité se dit prête à se battre pour obtenir des assouplissements.



Le président et son Premier ministre jouent les équilibristes pour tenir leurs engagements européens sans casser la croissance. © PATRICK KOVARIK / AFP

Par Marc Vignaud

La séquence budgétaire qui s'ouvre s'annonce à haut risque pour François Hollande et son gouvernement. L'exécutif, qui ambitionne de faire voter quatre milliards d'économies supplémentaires pour 2014 dans le cadre d'un budget rectificatif en juin, risque fort de se retrouver pris entre le marteau et l'enclume.

D'un côté, il va être mis sous pression pour respecter ses engagements pris auprès de ses partenaires européens : la Commission rend, lundi 2 juin, ses "recommandations pays par pays". C'est le moment où le garant de la bonne coordination des politiques des États membres de l'Union européenne et de la zone euro va délivrer son jugement sur la crédibilité de la trajectoire budgétaire française - et ses 50 milliards de baisse de dépenses - présentée en mai. Mais la Commission ne va pas s'arrêter là : elle va aussi évaluer le programme de réformes économiques envisagées par Paris, dont le pacte de responsabilité de François Hollande.

La révolte couve au PS

De l'autre, Manuel Valls et son gouvernement vont devoir affronter les élus frondeurs du PS qui veulent profiter de la déroute du parti aux élections européennes pour les contraindre à rééquilibrer le pacte de responsabilité.

Plusieurs d'entre eux veulent différer, voire annuler, des allègements de charges et d'impôts prévus en faveur des entreprises, pour les

réaffecter aux ménages. Selon Les Échos de mercredi, les principaux responsables du budget à l'Assemblée nationale, la rapporteur générale de la commission des Finances Valérie Rabault, son vice-président Pierre-Alain Muet ainsi que l'économiste de formation Karine Berger, s'opposent par exemple à la diminution pour un milliard d'euros de la CS3, cette contribution payée sur le chiffre d'affaires (quels que soient les profits réalisés en fine), au motif que cela profiterait essentiellement aux grandes entreprises plutôt qu'aux PME.

"Réviser le calendrier et le contenu des règles budgétaires" (députés PS)

Pire, des députés comme Laurent Baumel et Christian Paul, initiateurs de "l'appel des 100" et qui s'étaient finalement abstenus sur le "programme de stabilité" de Manuel Valls, proposent carrément "une autre politique" économique et sociale que celle du gouvernement. Dans un communiqué de presse envoyé aux rédactions lundi, ils "deman(dent) au président d'inviter l'Union européenne à réviser le calendrier et le contenu des règles budgétaires qui étouffent la croissance". Une référence claire à l'objectif de déficit de 3 % du PIB en 2015.

Dans ce contexte, la publication du rapport de la Cour des comptes sur l'exécution du budget de l'État (hors Sécu et collectivités territoriales) en 2013, mercredi, tombe bien mal. Et sonne comme un nouvel avertissement à l'exécutif, même si son diagnostic n'a rien de vraiment nouveau.

Avertissement de la Cour des comptes

L'année dernière, les dépenses ont été tenues, reconnaissent les magistrats de la rue de Cambon. Mais les recettes n'ont pas été conformes aux attentes, loin de là. Par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale, le manque à gagner atteint 14,6 milliards d'euros ! Non seulement le gouvernement a largement surestimé la prévision de croissance retenue au moment de faire voter la loi de finances, à l'automne 2012 (0,8 % contre 0,3 % au final), mais en plus, il a aussi surévalué les recettes supplémentaires qu'aurait dû générer chaque euro d'augmentation de la richesse nationale. Pour le gouvernement, ce rapport devait être de un pour un, mais il est finalement ressorti à - 1,3 ! Une évolution que même la Cour des comptes a du mal à expliquer ! Tous les grands impôts sont touchés : l'impôt sur les sociétés, la TVA ou l'impôt sur le revenu.

Au final, malgré des augmentations de prélèvements massives, les recettes fiscales supplémentaires ont été moitié moins importantes qu'attendu ! Une évolution qui aurait dû être anticipée en partie, estime la Cour des comptes. "L'écart entre prévision et exécution sur l'évolution spontanée des recettes fiscales souligne le manque de prudence de la loi de finances initiale et peut soulever une interrogation au regard de la sincérité de cette dernière", est-il écrit dans son rapport.

Ce mauvais rendement des hausses d'impôts par rapport aux anticipations a de fortes implications sur la trajectoire budgétaire française. C'est une des causes principales du dérapage du déficit public (y compris Sécurité sociale et collectivités locales) en 2013, à 4,2 %, contre une cible initiale de 3 %.

"Écart important" sur le déficit structurel

Or, il n'est pas sûr que cela ne se reproduise pas en 2014. "L'analyse de l'exécution budgétaire en 2013 permet d'identifier plusieurs risques financiers pour les exercices 2014 et suivants", y compris sur les dépenses, comme celles des retraites des fonctionnaires, prévient la Cour. Côté recettes, l'État espère de nouveau que leur évolution spontanée se fera au même rythme que le PIB, comme cela a été le cas en moyenne sur plusieurs années. Une hypothèse que le Haut Conseil des finances publiques, organe indépendant adossé à la Cour des comptes, a d'ores et déjà jugée "optimiste" lors de la remise de son avis sur les prévisions de croissance du programme de stabilité...

Le même Haut Conseil, instauré pour respecter le traité budgétaire européen, en a remis une couche, mercredi. Il a dénoncé un "écart important" entre la cible de déficit structurel fixée en 2012 par le gouvernement et le déficit structurel effectivement atteint l'année dernière. Un écart qui ne peut être entièrement imputé à la croissance plus mauvaise qu'attendu, puisque le déficit structurel est justement censé ne pas être influencé par les effets des variations de l'activité sur les comptes publics, contrairement au déficit classique. C'est précisément la faiblesse de l'évolution spontanée des recettes qui a essentiellement creusé le trou, ainsi que la surestimation du rendement des hausses d'impôts.

Concrètement, cela pourrait obliger le

gouvernement à accentuer encore les efforts prévus d'ici à 2016 pour réduire le déficit structurel autant que prévu ! Le gouvernement met en avant son budget rectificatif de juin et ses quatre milliards supplémentaires. Mais il n'est pas sûr que cela soit suffisant.

La Commission européenne s'attachera pour sa part à vérifier que la France s'est bien conformée aux recommandations formulées par ses partenaires européens à l'été 2013. Sur la question budgétaire, si elle devait constater que Paris n'a pas pris de "mesures suivies d'effet" suffisantes, elle pourrait même proposer au Conseil européen des sanctions financières pouvant atteindre quatre milliards d'euros.

lepoint.fr

IV) Les jeunes et le FN : "Je n'ai pas voté, mais je le regrette"



Par Le Nouvel Observateur

Marine Le Pen à l'Elysée ? Les jeunes que nous avons rencontrés ne veulent pas y croire. Reportage.



Marine Le Pen à l'Elysée ? Les étudiants de cette école d'art n'y croient pas vraiment. (DR).

"On est tous choqué", lâche Massyla, 18 ans, attablé à la terrasse d'un café près de la station Châtelet, à Paris. Même si il n'a pas voté dimanche, par manque d'intérêt, il a beaucoup

parlé avec ses amis de l'issue du scrutin qui a placé le Front national en tête. "Moi je suis de nationalité française, mais je m'inquiète pour ceux qui n'ont pas de papier", explique l'adolescent, en terminale. "On se sent concerné." Son copain Anis, assis à côté de lui, confirme : "On ne pas va se laisser faire, ça nous concerne. On ne va pas rester là à attendre que ça se passe !"

À quelques pas de là, sur la place du Châtelet, Lou, 21 ans, ne comprend pas "que le FN ait autant de popularité." Mais la performance des candidats frontistes dimanche dernier n'a pas vraiment étonnée cette étudiante à la Sorbonne, dreadlocks blondes et piercing à la narine : "On s'y attendait, avec les scores aux municipales et l'abstention". Elle n'a pas voté non plus. "Je suis inscrite sur les listes à Marseille. Il fallait que je fasse une procuration..." Marine Le Pen présidente ? L'idée lui fait peur.

« Si ça arrivait, je ne sais pas ce que je ferais. Je quitterais sûrement le pays, pour aller vivre ailleurs. Peut-être à Barcelone. Je ne veux pas être dirigée par des fachos. »

Mobiliser les jeunes, "c'est moins facile qu'avant"

Dimanche, le FN a raflé 30% des voix des moins de 35 ans, selon une enquête Ipsos. Un score record dont se sent assez éloigné Jonathan. "Les jeunes votent surtout FN à la campagne, dans les petites villes. Pas à Paris", interprète le jeune homme de 26 ans, originaire des Yvelines. Il s'apprête à commencer sa journée de travail dans un magasin de vêtements de sport juste à côté. Si Marine Le Pen passait en 2017, "la France serait divisée en deux", craint-il. Il peine cependant à imaginer des manifestations monstres, comme celles qui ont suivi le 21 avril 2002. "Les jeunes ne se mobilisent plus pour les bonnes raisons.

Pour eux, c'est une occasion de rater les cours, on l'a vu avec le CPE [Contrat première embauche, en 2006]!", ironise-t-il. Il tire une dernière fois sur sa cigarette : "Mais si ça devenait vraiment 'chaud', oui, je pourrais participer."

Raphaël aussi : "Si je sens que mes droits sont menacés, je me mobiliserais", prévient ce jeune employé de pompes funèbres, d'origine guadeloupéenne. "Je me sentirais concerné." Il est plutôt optimiste :

« Les jeunes sont toujours les mêmes, ils sont prêts à se mobiliser. C'est juste un peu moins facile qu'avant de les fédérer ».

Le jeune homme, originaire de Vitry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, n'imagine pas la leader du Front national à la tête de la France. Du moins pas tout de suite. "Dans une génération, dans 10 ou 20 ans peut-être, mais pas en 2017. Enfin j'espère."

"On ne sait pas ce qu'on veut, mais on sait ce qu'on ne veut pas"

Un peu plus loin, Chloé et Alice, 22 ans toutes les deux, débrièfent les résultats de l'élection de dimanche. "Les électeurs du FN ont peur, ils sont mal informés, ils ne se rendent pas compte", commente Chloé, en alternance dans l'hôtellerie. "Ils veulent revenir en arrière, alors qu'il faut aller de l'avant!", renchérit sa colocataire, lunettes à large monture et chevelure rousse coupée à la garçonne. Toutes les deux se disent prêtes à se mobiliser pour faire barrage au FN. "Moi, j'aime bien manifester!" rigole Alice. "Notre génération, on ne sait pas ce qu'on veut, mais on sait ce qu'on ne veut pas!" Quand on demande aux deux copines ce qu'elles comptent faire en cas d'une victoire de Marine le Pen en 2017, elles répondent du tac au tac : "On fuit!"

Giany et Daniel, 20 et 21 ans, eux, n'ont pas voté non plus. "Ma mère voulait que j'y aille, mais j'avais la flemme", lance le premier. Daniel n'a pas pu, car il n'a pas la nationalité : "On est tous les deux Portugais." Marine Le Pen, les deux jeunes disent la trouver "courageuse". "Ça serait bien que ça soit elle la prochaine présidente", lâche Giany, l'air assuré. Il cherche du travail depuis un an et demi, après un bac professionnel dans la vente, et espère que l'arrive du Front national à l'Elysée pourrait débloquer sa situation :

« Marine, elle pourrait peut-être faire quelque chose pour nous. Si elle renvoyait beaucoup de monde, au moins, ça libérerait des emplois. »

Les "grands partis", responsables de la montée du FN

Romain, lui a hésité un temps à militer pour le FNJ, le Front national de la jeunesse. Le jeune homme de 22 ans ne veut pas entendre parler du soit-disant "vote de contestation" : "Je sais qu'il y a eu énormément d'abstention dans certains coins, mais chez moi, dans le Nord, ça a plutôt mieux

qu'ailleurs. Signe qu'on se rapproche bien d'un vote d'adhésion". Il a voté contre l'Europe, une "catastrophe" selon lui, et soutiendra la candidature de Marine Le Pen en 2017 : "Le FN est dans une phase ascendante."

Paul, 24 ans, n'a pas voté, mais comprend en quelque sorte ceux qui votent FN : "Je trouve bien plus cohérent quelqu'un qui râle et qui vote FN, ou pour un autre 'extrême', que quelqu'un qui râle et qui vote malgré tout pour le PS ou l'UMP", explique-t-il. Il fustige les "voteurs utiles" qui soutiennent coûte que coûte les grands partis, pourtant "responsables de la décrépitude actuelle." "Il ne faut pas s'étonner quand on méprise les gens, qu'ils votent pour quelqu'un qui propose un truc un peu différent. »

Marine Le Pen à l'Elysée ? "Ça n'aurait pas de répercussions sur ma vie"

Devant la porte en bois de leur école d'art, coincée entre deux boutiques de la rue de Rivoli, une poignée d'étudiants prennent leur pause cigarette. Jordi, grand brun de 22 ans, n'a pas pu voter à cause de ses examens de fin d'année. "J'avais un peu des œillères ces derniers jours!", explique-t-il en souriant. "Ce week-end, j'avais trop de travail", ajoute Pascale, étudiante en première année. Tous se disent désillusionnés par la politique, mais ont du mal à imaginer Marine Le Pen à l'Elysée.

« Ça me fait peur, mais je ne sais pas si ça aurait vraiment des répercussions sur ma vie », prédit Jordi. "Ça aurait surtout un impact sur l'image de la France à l'étranger ».

Il n'exclut pas de descendre dans la rue, à condition qu'il y soit poussé. "Les jeunes aujourd'hui, ils sont un peu blasés. Mais si on faisait des vidéos marrantes sur YouTube pour les mobiliser un peu, ça marcherait. »

"Je pensais qu'on était une génération plus ouverte"

"Avec les réseaux sociaux, c'est facile de mobiliser. Il suffit de créer un évènement sur Facebook !", confirme un petit groupe de copines quelques rues plus loin. Toutes les trois viennent de finir leur première année de médecine. Certains amis de Constance, 18 ans tout juste, ont voté FN "pour faire comme leurs parents". "J'espère qu'ils changeront d'avis plus tard", avance la jeune fille.

Sa copine Emilie, elle, se dit choquée du score du FN chez des jeunes. "Je pensais qu'on était une génération plus ouverte." Elle imagine déjà un nouveau 21 avril 2002. A l'époque, elle avait 6 ans. "Si le FN passait au second tour, je pourrais descendre dans la rue. Ce serait pour la bonne cause !"

Pauline, 24 ans est de passage à Paris pour une formation. La jeune ingénieure, originaire de Grenoble, se sent mal de ne pas avoir voté dimanche. "C'est à cause de gens comme moi qu'il s'est passé ça", regrette-elle en allumant une cigarette. Elle revient de six mois en Asie. "Je suis un peu hallucinée. Je ne me rappelais pas que la France était comme ça..." Elle a déjà prévu de se rendre à la manifestation prévue jeudi 29 mai. "J'ai vu passer l'annonce sur Facebook. Je vais essayer d'y aller. Même si c'est un peu pour me donner bonne conscience !"

Juliette Deborde – Le Nouvel Observateur

V) UMP, PS: on achève bien les partis

Les deux formations sont condamnées à refaire de la politique, c'est-à-dire à imposer une forme au réel. Sinon, elles se condamnent à terme au néant institutionnel, après avoir atteint le néant idéologique et, parfois, éthique.



- Jean-François Copé, le 5 mars 2014. REUTERS/Jean-Marc Loos. -

L'AUTEUR

Nicolas Lebourg Nicolas Lebourg est historien. Chercheur à l'Université de Perpignan Via Domitia et membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean Jaurès, il a publié de nombreux travaux sur les extrêmes droites.

L'UMP et le PS paraissent deux bateaux ivres. La surface acquise par le Front National oblige-t-elle à refonder la vie politique française? Doit-elle, comme l'ont pensé les ténors de l'UMP et du PS, mener à mettre au premier plan les questions sociétales, afin de répondre à la crispation identitaire? Ces partis ont-ils une quelconque chance de contenir la vague mariniste dans la perspective de 2017?

Voici des questions qui découlent du score du FN et du torrent de boue qui s'annonce avec l'affaire des comptes de l'UMP. Elles ont pour particularité de ne pas se situer sur le plan moral, mais idéologique et stratégique. Elles sont donc les questions structurantes. Elles relèvent du débat entre options et non du buzz, ce qui les rend difficiles à manier pour toute une génération du personnel politique.

Pour aller à droite, c'est par où?

Durant cette très morne campagne des européennes, la direction de l'UMP a tenté un discret reboot de la communication sarkozyste. Elle a parlé de Schengen et de l'immigration, de la famille et du genre, dans le cadre de polémiques avec le PS. En termes idéologiques, son offre a été quasiment nulle donc, hors la critique brouillonne du libéralisme culturel, et ne présentait pas de propositions spécifiques nettes quant à un euro-libéralisme majoritairement rejeté par les Français, comme en a témoigné le référendum de 2005.

L'UMP dispose pourtant d'atouts. Elle aurait pu jouer sur des enquêtes montrant qu'il existe sur la question européenne de vraies divergences entre son électorat et celui du FN.

En effet, les sondés UMP souhaitent le retour au franc à 29%, contre 65% pour ceux du FN, tandis que la proposition «On accorde trop de droits à l'islam et aux musulmans en France» reçoit l'approbation de 77% des UMP et de 94% des FN. Ce n'est donc pas sur la question identitaire que l'UMP peut se démarquer. Mais Jean-François Copé n'a pas choisi de cliver sur une question économique permettant de rassembler son camp et de le différencier du FN, mais de cliver vis-à-vis du PS sur une problématique sociétale... qui égaille chaque fois son électorat au FN!

Si la critique du libéralisme culturel pouvait fonctionner, c'était donc en assurant dans le

même élan une redéfinition du libéralisme économique de la droite. Incapable de représenter un discours cohérent sur sa conception du rapport entre Etat et marché, de redéfinir une articulation entre libéralisme et refus d'une société d'individus autonomes, la droite copéo-sarkozyste est en risque de voir le FN devenir plus crédible qu'elle (d'où l'attrait connu désormais pour Alain Juppé).

Cette absence de cohérence idéologique au profit de la manie du buzz, le remplacement d'une vision du monde par une présence sur Twitter, le pas ô combien trop donné aux agences de communication comme Bygmalion: l'omniprésence du vide a laissé tant de place à un FN qui lui n'hésite pas à faire de l'idéologie...

On différenciait traditionnellement trois droites en France: le légitimisme, la droite ultra et réactionnaire, l'orléanisme, la droite libérale, et le bonapartisme, la droite césariste et populiste. L'UMP n'a pas été une symbiose ni même un cartel des sensibilités, mais un évitage de la portée culturelle de la droite française. Demander la démission de Christiane Taubira chaque matin ne saurait suffire.

L'UMP peut-elle recomposer une offre singulière? Il lui faut en ce cas s'attaquer aux questions de fond. Tout d'abord, celle de l'inégalité des territoires: le FN a été premier aux européennes

Pour aller à droite, c'est par où?

Durant cette très morne campagne des européennes, la direction de l'UMP a tenté un discret reboot de la communication sarkozyste. Elle a parlé de Schengen et de l'immigration, de la famille et du genre, dans le cadre de polémiques avec le PS. En termes idéologiques, son offre a été quasiment nulle donc, hors la critique brouillonne du libéralisme culturel, et ne présentait pas de propositions spécifiques nettes quant à un euro-libéralisme majoritairement rejeté par les Français, comme en a témoigné le référendum de 2005.

L'UMP dispose pourtant d'atouts. Elle aurait pu jouer sur des enquêtes montrant qu'il existe sur la question européenne de vraies divergences entre son électorat et celui du FN.

En effet, les sondés UMP souhaitent le retour au franc à 29%, contre 65% pour ceux du FN, tandis que la proposition «On accorde trop de droits à l'islam et aux musulmans en France» reçoit

l'approbation de 77% des UMP et de 94% des FN. Ce n'est donc pas sur la question identitaire que l'UMP peut se démarquer. Mais Jean-François Copé n'a pas choisi de cliver sur une question économique permettant de rassembler son camp et de le différencier du FN, mais de cliver vis-à-vis du PS sur une problématique sociétale... qui égaille chaque fois son électorat au FN!

Si la critique du libéralisme culturel pouvait fonctionner, c'était donc en assurant dans le même élan une redéfinition du libéralisme économique de la droite. Incapable de représenter un discours cohérent sur sa conception du rapport entre Etat et marché, de redéfinir une articulation entre libéralisme et refus d'une société d'individus autonomes, la droite copéo-sarkozyste est en risque de voir le FN devenir plus crédible qu'elle (d'où l'attrait connu désormais pour Alain Juppé).

Cette absence de cohérence idéologique au profit de la manie du buzz, le remplacement d'une vision du monde par une présence sur Twitter, le pas ô combien trop donné aux agences de communication comme Bygmalion: l'omniprésence du vide a laissé tant de place à un FN qui lui n'hésite pas à faire de l'idéologie...

On différenciait traditionnellement trois droites en France: le légitimisme, la droite ultra et réactionnaire, l'orléanisme, la droite libérale, et le bonapartisme, la droite césariste et populiste. L'UMP n'a pas été une symbiose ni même un cartel des sensibilités, mais un évitage de la portée culturelle de la droite française. Demander la démission de Christiane Taubira chaque matin ne saurait suffire.

L'UMP peut-elle recomposer une offre singulière? Il lui faut en ce cas s'attaquer aux questions de fond. Tout d'abord, celle de l'inégalité des territoires: le FN a été premier aux européennes dans la ruralité avec 28% des voix. Il arpente ce terrain en affirmant qu'il faut y défendre les services publics. L'articulation d'une conception de droite de l'économie avec une société inquiète de la mondialisation économique et culturelle souhaitant la préservation de structures de solidarité et de convivialité est une question fondamentale. Chacun entend le FN à ce propos, mais nul ne sait ce qu'en pense la droite.

Cette question se lie à celle du lien entre nation et social. De nature très différentes, les conceptions étaient néanmoins claires tant sous le gaullisme

que lors des années 1980 où la droite se convertissait au libéralisme.

L'accent mis sur la réduction de l'Etat en termes économiques et son accroissement en matière sociétale (loi sur la burqa par exemple) ne constitue pas un alliage opératoire. Pour preuve: chez les travailleurs indépendants, cœur de cible électorale pour la droite, le vote FN a été de 22% en 2002, 9% en 2007 (année du sarkozyste «Travailler plus pour gagner plus»), 17% en 2012... et 28% lundi.

Ce qui est à l'œuvre est une ethnicisation généralisée de la perception du social. Ce qui monte est le vœu d'un ordre social à la hiérarchie légitime, où le travailleur déclassé n'aurait pas au-dessus l'obscénité des profits, et en-dessous des immigrés censés jouir de toutes les aides.

Autrement dit, l'UMP doit être capable d'exposer ce qu'est sa valeur-travail dans ce monde aux hypers-profits où s'élève l'idée que l'Etat-providence doit être ethno-national. Il lui faut être capable de proposer un capitalisme méritocratique d'ascension sociale. Il lui faut présenter un Etat défendant la nation et la paix sociale dans le cadre du marché globalisé.

Pour aller à gauche c'est par où?

En 1981, les ouvriers représentaient 37% des actifs et votaient à 72% à gauche... Alors que, comme en 2012, le choix des électeurs s'est fondé sur les questions de pouvoir d'achat et d'emploi, 46% des ouvriers et 36% des employés ont hier opté pour le FN.

Le PS paraît en incapacité de prendre en charge les demandes de redistribution sociale. Cependant, le cas du parti ne peut se voir tout à fait comme celui de l'UMP, puisqu'il est aux affaires. Il a un devoir d'action. C'est lui qui sera comptable d'un bilan en 2017.

En devenant un syndicat d'élus locaux, le PS avait abandonné tout travail idéologique. Ses conseillers municipaux ont été laminés, il a été écrasé aux européennes, on ne sait ce que vont devenir départements et régions.... Au fond du gouffre, le PS pourrait-il maintenant redécouvrir que la politique consiste à avoir des idées pour transformer le monde?

La cote d'alerte a été atteinte lors des élections législatives partielles de 2013, où, en cas de

second tour UMP-FN, de 15 à 20% de l'électorat PS a voté FN, selon les calculs du politiste Joël Gombin. Le vote FN est paru à une part de l'électorat de gauche non plus comme une trahison de sa tradition «antifasciste», mais comme constituant un aiguillon idéologique contre le libéralisme.

Le sentiment du déclin avait toujours été un thème culturel de droite, or c'est dorénavant le peuple de gauche qui est confronté au déclin de l'Etat-providence... et il peut être tenté de le sauver quitte à passer au «protectionnisme social», selon un terme parfois utilisé par Marine Le Pen pour reformuler la «préférence nationale», ou, tout du moins, en protestant contre l'euro-libéralisme (par une abstention donnant la prime au concurrent en tête ou en votant FN comme signal).

Pourtant, le succès en Italie de la gauche de Matteo Renzi témoigne qu'une gauche volontariste et réformatrice, assumant la nécessité du rapport de forces avec l'euro-libéralisme, peut résister à la pression national-populiste. Cette notion de volonté peut être utilisée par la gauche au pouvoir pour répondre aux crispations que nous évoquons.

Ainsi, la gauche gouvernementale peut répondre à l'idée que le travailleur serait bloqué entre profiteurs d'en haut et d'en bas par une lutte implacable contre la corruption et le clientélisme. Elle devrait répondre au questionnement sur la mondialisation en imposant une participation des travailleurs aux bénéfices.

Elle doit inventer de nouvelles modalités d'intégration sociale et politique, par exemple en instaurant un service civique qui donne des bonus de formation permanente ou permet de passer les concours de la fonction publique sans avoir le baccalauréat: on dirait ainsi aux individus aujourd'hui non intégrés que la République est reconnaissante de leurs services et qu'elle cherche à réassurer l'ascenseur social.

Quant à la question européenne, le PS ne peut continuer à se contenter de chanter que l'Europe c'est la paix, et le nationalisme la guerre. En octobre dernier, un sondage d'El Pais cité par Courrier international montrait que 59% des sondés français estimaient que l'UE ne tient pas compte de leur opinion. Ils ont répondu à ce mépris par le mépris (l'abstention) ou le vote anti-Union européenne. Il faut donc une politique européenne au vrai sens du terme, c'est-à-dire

l'instauration d'une vision et de rapports de force.

«Faire de la politique autrement» est une des formules langue de bois qui tournait au soir du scrutin européen. Ce que demandent les électeurs, c'est que le PS et l'UMP fassent ce qu'ils ne font plus: de la politique, c'est-à-dire imposer une forme au réel, une conception qui organise le «laissez-aller, laissez-faire». Sinon, ils se condamnent eux-mêmes à ce que l'un des deux soit éliminé du second tour de 2017. Et, à terme, au néant institutionnel après avoir atteint le néant idéologique et, parfois, éthique.

Nicolas Lebourg

slate.fr

VI) Européennes : c'est quand même fou tout ce qui s'est passé avec le vote blanc

Jérémie Moualek | Chercheur en sociologie politique

La loi sur la reconnaissance du vote blanc était appliquée pour la première fois lors de ce scrutin européen. Résultat ? La mise à disposition de deux chiffres distincts (2,78% de vote blanc ; 1,26% de vote nul). Rien d'autre.

En effet, le vote blanc, bien que décompté, n'en reste pas moins non comptabilisé dans les suffrages exprimés. Une nuance qui... compte ! Apparemment, tout le monde ne l'a pas compris.



Silver @SilverBD

Pour les abstentionnistes : vous faites ce que vous voulez mais y a un bulletin blanc reconnu cette année.
12:14 PM - 25 Mai 2014



Françoise PROUILLAC @fprouillac

J'ai bien reçu la propagande électorale et il y a pas de bulletin blanc pourtant admis désormais
3:11 PM - 23 Mai 2014 Sarlat-la-Canéda, Dordogne, France

Le législateur s'est improvisé cuisinier. Il a voulu clarifier l'ancienne catégorie « votes blancs et nuls », comme on fait avec un œuf, en ne gardant que le blanc. Sauf qu'il n'a pas mis à disposition des bulletins blancs dans les bureaux de vote. Contradictoire ? Oui, l'Etat s'est caché derrière le coût éventuel de ces bulletins (et de la crise !) pour ne pas en proposer à l'électeur. Ne craignait-il pas plutôt un effet d'entraînement qui aurait fait du vote blanc un potentiel score à deux chiffres ?

Ceux qui voulaient voter blanc avaient alors trois solutions.

1 Fabriquer soi-même son bulletin

Un bulletin blanc n'est pas qu'une simple feuille vierge. La chose n'est pas si facile. L'électeur se doit de le découper à la même dimension qu'un bulletin officiel de candidat. Celui qui a simplement plié une feuille blanche A4 a donc voté nul !

Grotesque et inapplicable pour les personnes en charge du dépouillement : comment penser qu'ils ont mesuré chacun des bulletins dépouillés ? L'appréciation de ce qu'est un vote blanc demeure un acte subjectif qui varie donc selon l'identité du dépouilleur et/ou du bureau de vote.



Rémi Bétin @remibetin

@alexjabbour affiché obligatoirement dans chaque bureau de vote.
pic.twitter.com/R7Cd2hN7Q2



Alexandra Jabbour @alexjabbour
Suivre

@remibetin Dans mon bureau de vote, l'assesseur n'a pas mentionné la possibilité de l'enveloppe vide mais de faire soit même son bulletin bl
6:41 PM - 25 Mai 2014



Julie @Julie_kiraga
Suivre

Compter les votes blancs c'est bien, mais pourquoi ne pas mettre de bulletin ? Au lieu de dire c'est A5 sur papier blanc sinon on cpte pas...!
12:39 PM - 25 Mai 2014

2 Mettre une enveloppe vide dans l'urne

Vous avez bien lu, il ne s'agit pas d'une blague. L'ironie est que la meilleure manière de voter blanc est de ne pas mettre de bulletin. Alibi mis en avant par le gouvernement pour justifier le fait de ne pas mettre de bulletins blancs à disposition, cette modalité cultive surtout un flou artistique qui sème le doute chez l'électeur.



Goulven BARON @GoulvenBARON

@mariejulien alors que la liste du vote blanc avait un bulletin imprimé



Marie 60207 Julien @mariejulien
Suivre

@GoulvenBARON et aussi qu'on pouvait voter blanc sans bulletin. AU SECOURS JE SUIS PERDU.
7:10 PM - 25 Mai 2014



Joffrey Duthu @JoDuths
Suivre

Donc pour pouvoir voter blanc à une élection en France il faut préparer le bulletin chez soi ? #PasDePapier #JeVote #ReconnaissanceVoteBlanc
3:54 PM - 25 Mai 2014

3 Appuyer sur la touche « Vote blanc » via une machine à voter

Enième ambiguïté : les machines à voter laissent la possibilité à l'électeur d'appuyer sur une touche « Vote blanc ». Cela pose question sur l'égalité entre les citoyens. Cela ne date pas d'hier : la loi sur les machines à voter est en vigueur depuis 1969 ! Le Conseil d'Etat ayant rejeté tous les recours déposés, l'absurdité perdure...

Et ce, d'autant plus que les effets sont compliqués à mesurer. Relativement muet au sujet de la liste des communes munies de machines à voter, le ministère de l'Intérieur nous empêche ainsi de savoir si le vote blanc y est plus élevé.

4 Bonus : la liste Citoyens du vote blanc

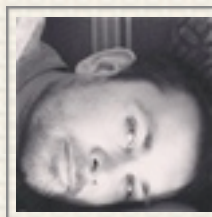
Ces élections européennes étaient le théâtre d'un autre fait (presque) inédit : la candidature des Citoyens du vote blanc.

L'association, qui milite pour la reconnaissance du vote blanc, avait ainsi présenté cinq listes dans tout l'hexagone. Et, la présence de leur bulletin n'a fait qu'accroître la confusion autour d'un geste électoral devenu synonyme de casse-tête.

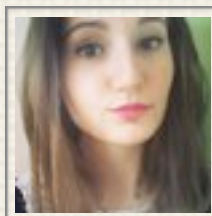


Alexandra Jabbour @alexjabbour
Suivre

J'ai vu une personne confondre la liste "Vote blanc" avec le bulletin blanc. Bulletin blanc qui n'est d'ailleurs mentionné nul part #JeVote
4:09 PM - 25 Mai 2014



Steph78480 @Steph78480
SuivreMa mère, toute fière : "J'ai voté blanc". Sauf que dans l'enveloppe elle a glissé le bulletin de "Citoyens pour le vote blanc"... Gros LOL
6:36 PM - 25 Mai 2014



Hakuna♪Matata@Agnes_Koike

Suivre;Qu'est ce que c'est que cette connerie ? Ya carrément un bulletin pour voter blanc maintenant ? #Débile #Europeennes
1:44 PM - 25 Mai 2014

Effective depuis le 1er avril dernier, la loi sur la reconnaissance du vote blanc fait figure de poisson d'avril à retardement qui se méprend sur les réalités sociologiques des électeurs.

Beaucoup de ceux qui souhaiteraient voter blanc continuent en effet de céder à la tentation de livrer des « bulletins blancs à message » : à force de ne pas être pris en compte, ils choisissent de crier (en

ornant leur bulletin d'inscriptions diverses et en le rendant, de fait, nul) plutôt que de se taire (en livrant une enveloppe vide).

La plupart des votes nuls sont en réalité des votes blancs « dans l'esprit » émis par des citoyens lassés de ne pas voir celui-ci être considéré comme un suffrage exprimé. Distinguer blancs et nuls n'a donc de sens que si leur valeur dans le décompte des voix diffère. Autrement, il nous sera toujours impossible de mettre un véritable chiffre sur l'ampleur du phénomène « vote blanc ».

D'ici là, nous en serons réduits à faire des additions imparfaites : 2,78% (votes blancs) + 1,26% (votes nuls) + 0,58% (listes Citoyens du vote blanc) = 4,62%.

Tout cela est-il bien sérieux ?

rue89.nouvelobs.com

VII) Au centre de l'affaire Bygmalion, Sarkozy fait sonner la charge par ses lieutenants

Par Ellen salvi-mediapart.fr

Nicolas Sarkozy se retrouve de nouveau au cœur d'un dossier de financement illégal de campagne. L'ex-chef d'État feint certes le détachement, mais sa garde rapprochée est déjà surmobilisée pour tenter de circonscrire l'incendie.

Pièce maîtresse de la "cellule riposte" mise en place par Brice Hortefeux pour la présidentielle de 2012, Jérôme Lavrilleux est désormais passé de l'autre côté du cordon sanitaire installé par les sarkozystes. Face à l'emballement de l'affaire Bygmalion, le directeur de cabinet de Jean-François Copé a choisi de prendre sur lui la responsabilité des « dérives » des comptes de la campagne de Nicolas Sarkozy. À l'en croire, il n'avait « jamais eu à discuter ce genre de sujet » avec l'ancien président de la République.

Nicolas Sarkozy en campagne. © Reuters



Si Jean-François Copé a pris le soin, mardi au 20h de TF1, de préciser que l'ex-chef d'État ne pouvait pas être au courant des manœuvres comptables de sa campagne, Nicolas Sarkozy, conscient que le seul fusible Lavrilleux ne suffirait pas à circonscrire l'incendie, n'a pas hésité à charger la barque de l'ancien patron de l'UMP, par la voix de son entourage. « (Copé) a nommé des hommes à lui partout, et il ne peut pas s'en désolidariser du jour au lendemain », glissait dès lundi au Figaro un proche du locataire de Miromesnil. Pas sûr que cela suffise.

« On parle de l'affaire Bygmalion, moi je pense que c'est l'affaire des comptes de campagne du candidat Sarkozy. » En une phrase, Me Patrick Maisonneuve, l'avocat de la société de communication fondée par des proches de Copé, a ouvert un nouveau chapitre de l'histoire narrée depuis le mois de février et les premières révélations du Point titrées « Sarkozy a-t-il été volé ? L'affaire Copé ». Car l'affaire Bygmalion ne concerne plus seulement l'ancien patron de l'opposition : elle vise aussi directement Nicolas Sarkozy.

La garde rapprochée de l'ex-chef d'État l'a immédiatement compris. À peine la conférence de presse de Me Maisonneuve était-elle achevée, que Michel Gaudin, le directeur de cabinet de Sarkozy, et Véronique Waché, sa conseillère presse, assaillaient de coups de téléphone les proches de Copé, selon Le Canard enchaîné. « Vous êtes en train de nous trahir, a hurlé Waché au bout du fil. À quel jeu jouez-vous ? Vous voulez nous mettre dans la merde ou quoi ? »

De son côté, Nicolas Sarkozy feint le détachement. Et poursuit, comme si de rien n'était, ses séjours à l'étranger. Qu'importe son absence. Ses lieutenants politiques se chargent de jouer les pompiers médiatiques. Brice Hortefeux le premier a déclaré sur RTL que l'ex-chef d'État

était « très mécontent de voir son nom associé à cette curieuse actualité ». Henri Guaino, son ancien conseiller à l'Élysée, lui a emboîté le pas en déclarant sur France Inter qu'il « n'avait jamais vu le président, à l'époque, prendre un moment pour s'occuper des questions d'intendance ». Quant à Nathalie Kosciusko-Morizet, sa porte-parole durant la campagne de 2012, elle a exclu sur France Info toute mise en cause de son mentor.

Nadine Morano et Christian Estrosi, fidèles parmi les fidèles, sont même allés plus loin. Pour eux, non seulement l'affaire Bygmalion n'empêche pas le retour de Nicolas Sarkozy sur la scène politique, mais plus encore, elle le précipite. « C'est peut-être le moment pour lui, s'il a une envie de retour sur la scène politique, de pouvoir le faire, a estimé le député et maire de Nice sur i-Télé. (Le congrès fondateur d'octobre), c'est sans doute le rendez-vous. » Un appel également lancé par Nadine Morano dans Le Parisien : « Notre famille politique a besoin d'un chef. Si Nicolas veut revenir, c'est maintenant. »



Brice Hortefeux, Nadine Morano et Christian Estrosi. © Reuters

À l'UMP, rares sont ceux à vouloir accabler l'ancien président de la République. Officiellement, les responsables du parti recyclent les arguments utilisés pour défendre Jean-François Copé aux prémices de l'affaire Bygmalion : « respectons la présomption d'innocence », « laissons la justice faire son travail », « ne nous érigeons pas en procureurs »... Mais en coulisses, ils sont bien plus nombreux à juger que Nicolas Sarkozy devra, lui aussi, rendre des comptes. « Qui peut croire que Sarkozy et Copé ont tout ignoré ? » a lâché François Fillon à ses proches après l'intervention télévisée de Jérôme Lavrilleux, rapporte Le Canard enchaîné.

C'est aussi la question que risquent de se poser les enquêteurs. Et que l'ancienne équipe du candidat Sarkozy tente de contourner depuis deux jours. Son directeur de campagne, Guillaume Lambert ? Il s'est dit « totalement étranger aux dispositions mises en place entre Bygmalion et l'UMP ». Son trésorier, Philippe Briand ? Il jure n'avoir jamais demandé « d'imputer des dépenses de campagne sur le compte de l'UMP », affirmant être sûr de la provenance de toutes les recettes – même si l'on parle ici, en l'occurrence, de dépenses. « Cette fois-ci, il n'y avait plus de Bettencourt ! » a-t-il lancé pour étayer sa défense.

Porte-parole, conseillers, communicants, candidat... Personne n'était au courant. C'est du moins la version diffusée par les sarkozystes qui assurent que Jérôme Lavrilleux a agi en homme seul. Fini le temps où Nicolas Sarkozy remettait au directeur de cabinet de Copé l'ordre national du mérite en déclarant : « Voilà un homme qui a le talent de ne pas embêter les personnes pour qui il travaille avec des problèmes dont elles n'ont pas à connaître. » Fini aussi l'époque où Lavrilleux était présenté comme « le voltigeur » de l'ancien chef d'État.

L'homme avait peut-être « l'oreille des stratèges du président, Patrick Buisson, Jean-Michel Goudard et Pierre Giacometti », comme le rapportait Le Parisien en février 2012. Et pourtant, il ne leur aurait rien dit des « 11 millions d'euros de dépenses liées à la campagne » et facturés à l'UMP pour ne pas dépasser le plafond autorisé (22,5 millions d'euros)... Les éléments de langage sont rodés. Ils vont désormais devoir convaincre les enquêteurs.



Jérôme Lavrilleux. Jérôme Lavrilleux. © Reuters

Après Karachi en 1995 (pour la campagne d'Édouard Balladur dont il était porte-parole), Bettencourt et Kadhafi en 2007, Nicolas Sarkozy se retrouve aujourd'hui au cœur d'une nouvelle affaire de financement illégal de campagne, qui risque d'avoir des conséquences politiques, mais aussi pénales. Une fois ses comptes de campagne définitivement rejetés par le Conseil constitutionnel en juillet 2013, l'ancien chef d'État avait dû tirer un trait sur le remboursement de onze millions d'euros de frais. Le « Sarkothon » ayant permis de récolter cette somme, il n'aura pas à mettre la main au porte-monnaie. Les militants et sympathisants UMP s'en sont déjà chargés.

VIII) Les jeunes manifestent : "Non au F-Haine", "France réveille-toi"

Obs

Par Le Nouvel Observateur avec AFP

Plusieurs centaines de jeunes ont pris le relais à Paris après des manifestations contre Marine Le Pen et le Front national dans toutes les grandes villes de province.



Des centaines de jeunes manifestent contre le Front national, le 29 mai 2014. (JEAN-PHILIPPE KSIAZEK / AFP)

"France réveille-toi", "Péril FN en la demeure", "Non au F-Haine" : plusieurs milliers de jeunes ont manifesté jeudi 29 mai en France contre le Front national après la victoire historique du parti de Marine Le Pen aux élections européennes en France.

Le plus gros cortège, à Paris, a relié Bastille à République dans l'après-midi. Quelque 4.200 (selon la police) à 8.000 (selon les organisateurs) lycéens et étudiants ont entonné, sous un ciel nuageux transpercé par de rares rayons de soleil, les slogans traditionnels des manifestations contre l'extrême droite, comme "La jeunesse emmerde le Front national", "F comme fasciste, N comme nazi" ou encore "Première, deuxième, troisième génération: nous sommes tous des enfants d'immigrés".

Le 1er mai 2002 : 1,3 millions de manifestants

"Le Pen, t'es foutue, la jeunesse est dans la rue", ont aussi lancé les manifestants, comme lors des manifestations monstres qui avaient suivi le 21 avril 2002, lorsque Jean-Marie Le Pen s'était hissé au second tour de la présidentielle. Cette fois, ils s'adressaient à la fille du leader historique du parti d'extrême droite, qui a remporté un succès tonitruant aux européennes de dimanche, le FN étant arrivé en tête avec près de 25% des voix.

Mais la mobilisation était très loin de celle du 1er mai 2002 : ce jour-là, 1,3 million de personnes étaient descendues dans la rue en France, dont près de 500.000 dans la capitale. Jeudi, on a dénombré entre 800 et 2.000 manifestants à Strasbourg, un petit millier à Lyon et Toulouse, un demi-millier à Marseille, Nantes, Bordeaux ou Nancy, 350 à Amiens, 200 à Rouen et à peine 80 à Metz.

Autour du Capitole à Toulouse, des étudiants ont exhibé des affichettes "Le Pen, tu nous casses les

urnes", tandis qu'à Lyon, des manifestants avaient confectionné à la hâte des pancartes pour dire "Stop à la pollution bleue marine".

Le syndicat étudiant Unef, les organisations lycéennes UNL et Fidl, mais aussi les mouvements de jeunesse socialiste, communiste et écologiste et des associations comme Osez le féminisme avaient appelé à manifester dans plusieurs villes de France. "Face à l'extrême droite, tous et toutes mobilisé(e)s pour l'égalité et la solidarité", résumait le mot d'ordre des organisateurs.



"Montrer que le FN n'est pas le premier parti de France"

"Nous, les vrais républicains, nous sommes majoritaires", affirmait dans les rues rouennaises, désertes pour cause de jour férié, Envel Favennec, responsable fédéral de l'Union nationale lycéenne (UNL), appelant à une mobilisation continue jusqu'à la présidentielle de 2017. A Bordeaux, Maxime, 24 ans, voulait "montrer que le FN n'est pas le premier parti de France, mais seulement le premier parti des votants".

"C'est la première fois que je viens à un rassemblement anti-FN", a expliqué pour sa part le Toulousain Tom, 18 ans, se repentant d'avoir boudé les urnes dimanche.

Les jeunes ont en effet grossi lors des européennes les rangs déjà bien garnis des abstentionnistes: selon Ipsos-Sterea, 73% des moins de 35 ans se sont abstenus, contre un taux officiel global de 57%. Avec un taux de 30%, les moins de 35 ans qui ont voté sont également plus nombreux que la moyenne à avoir choisi le FN,

Mathilde, jeune écologiste parisienne, a une explication politique à ce vote: "C'est la première

fois pour certains d'entre nous que nous voyons la gauche au pouvoir, et c'est la déception." "On est là pour souffler dans les bronches de nos aînés et montrer que la jeunesse n'est pas d'accord avec leur politique!" a renchéri Rosalie, chômeuse de 26 ans, estimant que "PS et UMP, c'est la même chose, c'est des ringards qui sont loin de la réalité".

Dans le cortège parisien, beaucoup de drapeaux français et européens. Ici et là, on a chanté La Marseillaise. A Strasbourg, des participants ont brandi un immense drapeau européen sur le parvis du Parlement de l'UE.

A Rouen, Marie-France, éducatrice de 56 ans, a rejoint les jeunes avec une grande cape et un drapeau tricolore couverts d'inscriptions hostiles au FN. "J'ai manifesté avec après le 21 avril 2002", a-t-elle raconté. "Je ne pensais pas devoir les ressortir."

tempsreel.nouvelobs.com

A Suivre...
La Presse en
Revue